

L'invité de DP

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 976

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Vous avez dit «vision» ?

L'histoire européenne s'emballa, chaque jour amène sa nouvelle historique de l'Est et la Communauté européenne (CE) poursuit son chemin vers l'intégration monétaire et politique. Les défis historiques et stratégiques se multiplient, s'affinent...

Pragmatisme tous azimuts

La Suisse, pourtant — parce qu'elle est déjà en marge de l'histoire? — reste impassible: quelques déclarations sybillines et, crédits commerciaux mis à part, ni Berne ni l'industrie ou les banques ne manifestent de fébrilité ou de créativité particulière. Les négociations fondamentales AELE – CE qui s'engagent autour de l'espace économique européen (EEE) seront abordées comme par le passé: pragmatisme tous azimuts, avec l'«Europafähigkeit» comme concept magique et désuet pour l'Europe, et le libre-échange pour l'Uruguay round (GATT), l'autre négociation économique capitale en cours (avec un zeste de spécificité helvétique pour l'agriculture). Le bon peuple peut rester serein, nos diplomates «négocieront serrés», feront valoir nos atouts (la balance commerciale négative envers la CE et l'importante présence en Suisse de main-d'œuvre en provenance de la Communauté) et ne lâcheront rien sur notre souveraineté (neutralité, fédéralisme...). Au bout du chemin — espère-t-on — la CE et l'AELE finiront bien par reconnaître nos mérites et nos spécificités, et la Suisse sera de cet espace à définir, tout en ne sacrifiant rien pour l'essentiel.

Symptôme du flou de la position helvétique, l'absence de débat public, parlementaire, à la veille de négociations si importantes! Que voulons-nous? Qui pose la question? On débat sur des visions, sur des conceptions, des stratégies, pas sur un pragmatisme mercantile, véritable seconde nature de notre diplomatie. Où et quand le peuple suisse a-t-il dit ne jamais vouloir

négocier l'un ou l'autre élément de notre souveraineté (neutralité...) contre une progressive intégration européenne (politique, culturelle, douanière)?

Quelles alternatives?

Si l'EEE naît, intégrant des pays de l'Est, et que la Suisse peut y souscrire, elle n'aura guère brillé par sa vision politique. Mais il y a d'autres scénarios envisageables, ne relevant pas de la politique-fiction: l'EEE peut naître sans nous, nous laissant cultiver obsessionnellement nos «spécificités». Trois atterrissages sont alors possibles: la Suisse, reconvenue de tous comme telle, glisse vers un Monaco alpestre, paradis financier et fiscal, parc national pour retraits fortunés. Ou alors, elle tente de renégocier bilatéralement des accords sectoriels avec la CE tout en concluant des accords de libre échange avec des pays de l'Est, ou enfin, saisie soudain d'«isolationnisme» aiguë, la Suisse négocie — mais oui! — son adhésion à la CE en position d'insigne faiblesse. Ces trois scénarios-objections, écartés d'un revers de main à Berne comme pour en conjurer l'éventualité, sont-ils si improbables? Lequel est-il préférable?

Pareil envers le tiers monde

n constate une même navigation à vue dans nos relations avec les pays en voie de développement. Déjà à la traîne des pays riches, l'aide publique au développement, contrairement aux engagements de tous les partis, se voit menacée de coupures budgétaires mesquines au parlement. Cette décennie, les flux commerciaux et financiers Suisse – tiers monde se sont réduits comme peau de chagrin, jusqu'à devenir négatifs, crise de l'endettement oblige. Quelques pays dragons mis à part, le tiers monde se trouve «découplé» (*Abkoppelung*, disent les experts) des pays riches. Surtout restons concrets, en cette fin de siècle néo-libé-

rale, on ne peut traiter qu'entre riches, sur l'axe Tokyo – Bruxelles – Washington. Une autre réalité — tendance lourde de la démocratie celle-ci, pourrait secouer ce pragmatisme intéressé: dans une génération (en 2020), parmi les quelque 8 milliards d'humains qui peupleront la terre, 83% vivront dans le tiers monde; les pays riches de l'OCDE, les commerçants exclusifs d'aujourd'hui, pèseront démographiquement moins de 15%.

Mario Carera

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Mario Carera est coordinateur de la politique de développement de la Communauté de travail Swissaid – Action de Carême – Pain pour le prochain – Helvetas.

L'enjeu démographique

(*réd*) Mario Carera aborde, à la fin de son article, un problème démographique grave. Il faut à ce propos signaler la publication conjointe d'Action de carême, Helvetas, Pain pour le prochain, Swissaid et WWF-Suisse. Pour dépasser le traditionnel «Qu'ils fassent moins d'enfants et ils vaincront la pauvreté!», cette brochure présente clairement dans une série d'articles les raisons de la croissance démographique — elle est le plus souvent la conséquence et non l'origine de la pauvreté —, ses effets et les moyens de la maîtriser — le développement et l'émancipation de la femme apparaissant clairement comme les meilleurs remèdes.

La responsabilité des pays industrialisés est fortement engagée: ne représentant que le quart de l'humanité, ils disposent des 78% de la production industrielle, des 75% de l'énergie, des 88% du minerai de fer, des 85% de la production de bois et des 87% de l'armement. Une amélioration des conditions de vie des trois-quarts de l'humanité ne pourra se faire qu'en acceptant une répartition plus équitable des ressources de la planète. ■

La Population. A commander notamment à: Swissaid, rue de Bourg 49, 1003 Lausanne. Tél.: 021 20 37 30.